

**Zeitschrift:** Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique  
**Herausgeber:** Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique  
**Band:** 24 (2012)  
**Heft:** 95

**Artikel:** La fin du saucissonnage  
**Autor:** Pellegrini, Xavier  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-970938>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 08.02.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



# La fin du saucissonnage

Confrontés à une forte hausse du chômage de longue durée, les Etats européens ont dû décroiser leurs régimes sociaux. La Suisse, elle, est à la traîne. *Par Xavier Pellegrini*

**A**u Royaume-Uni, David Cameron veut franchir le Rubicon: selon le projet de son gouvernement, les bénéficiaires en âge de travailler bénéficiant de l'aide financière de l'Etat recevront tous la même somme («universal credit»), quel que soit leur statut. Il y aura des perdants, c'est pourquoi le projet est très controversé.

Cette polémique montre, s'il en était besoin, l'actualité du travail dirigé par deux chercheurs de l'Institut de hautes études en administration publique de l'Université de Lausanne (IDHEAP),

Des chômeurs se rendant à Londres dans une agence pour l'emploi (2009).  
Photo : Stephen Hird/Reuters

Giuliano Bonoli, professeur, et Cyrielle Champion, assistante doctorante. Ils sont sur le point d'achever leur travail sur le remodelage des frontières internes des régimes sociaux en Europe occidentale. La fragmentation de ces régimes est en effet une caractéristique quasi générale des pays européens. Historiquement, cela s'explique aisément: tout au long du XXe siècle, il a fallu répondre successivement à des risques sociaux distincts pour les personnes en âge de travailler: perte d'emploi de courte ou de longue durée, invalidité, incapacité à s'assurer un revenu ou un revenu suffisant (aide sociale). A chacun de ces régimes correspondent des prestations différentes, et la collaboration entre les différentes institutions qui les gèrent a longtemps été quasi inexistante.

## La faute au chômage de longue durée

Cette architecture cloisonnée est rendue obsolète par les évolutions socio-économiques, en premier lieu par la forte hausse du chômage de longue durée. Les personnes sortant du régime – limité dans le temps – de l'assurance-chômage deviennent dépendantes d'autres régimes: l'aide sociale et l'invalidité, dont la vocation première n'est pas la réinsertion professionnelle.

Or, cette réinsertion, même pour les gens restés très longtemps éloignés du marché du travail, a été l'alpha et l'oméga des politiques ces vingt dernières années, période étudiée par Giuliano Bonoli et Cyrielle Champion. Les recettes ont été très diverses, allant de la dotation en compétences de réinsertion des spécialistes de l'aide sociale (maintien du cloisonnement) à la fusion pure et simple de services, en passant par différents modèles de coopération. La Suisse est l'un des pays où cette coopération a été la moins poussée (même si les responsables de l'aide sociale «délèguent» largement la réinsertion aux offices régionaux de placement, sans beaucoup de succès). Comme d'autres, le Danemark et le Royaume-Uni (dès 2002) ont opté en faveur des guichets uniques pour les chômeurs et les bénéficiaires de l'aide sociale.

Mais la seule révolution (en attendant le sort de la réforme du gouvernement Cameron) est venue d'Allemagne, où l'ancien chancelier Gerhard Schröder a fusionné le chômage et l'aide sociale, ce qui, entre autres raisons, l'a contraint à provoquer des élections anticipées. On voit que le sujet peut être à haut risque politique !

La forte baisse du chômage en Allemagne depuis 2005, date de la mise en application de cette loi, semble attester de son efficacité. Toutefois, relèvent les chercheurs, d'autres facteurs ont joué, notamment la dérégulation du marché du travail due au même Schröder. ■